

## Quel projet pour l'Europe ?

Anne-Cécile Robert

---

Number 793, November–December 2017

Pour une démondialisation heureuse

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/86723ac>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Centre justice et foi

### ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this article

Robert, A.-C. (2017). Quel projet pour l'Europe ? *Relations*, (793), 22–23.

# QUEL PROJET POUR L'EUROPE ?

*Sur le Vieux Continent, remettre en cause le néolibéralisme, c'est remettre en cause la construction européenne elle-même.*

**Anne-Cécile Robert**

L'auteure, journaliste, est directrice des éditions et des relations internationales du *Monde diplomatique* et professeure associée à l'Institut d'études européennes de l'université Paris 8

**L'**élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République française, en mai 2017, a été saluée d'un flot de commentaires dithyrambiques par la presse dominante en France et dans le monde. Ces éloges s'apparentent en fait à un «ouf» de soulagement. En effet, la majorité des candidats à la présidence française avait exprimé des critiques plus ou moins vives à l'endroit de l'Union européenne (UE). La victoire d'un candidat chaud partisan de la continuité pouvait donc paraître presque inespérée, si on fait abstraction des puissantes forces financières et médiatiques qui se sont mises à son service.

## L'UE, bastion du libéralisme classique

La construction européenne se trouve à un tournant. Si elle a déjà traversé des crises graves – on pourrait même dire que, depuis sa naissance en 1951, la crise est son état normal! – celle qui la secoue aujourd'hui se révèle plus profonde que les autres et donc plus dangereuse pour elle. Elle atteint en effet le cœur du réacteur qu'est le Marché commun, dont le traité de Rome a dessiné les contours en 1957. Ce marché devait, selon ses fondateurs, organiser la prospérité économique et améliorer les conditions de vie de tous les habitants du Vieux Continent. En 2017, force est de constater que l'Europe est l'une des régions du monde où la croissance est la plus faible, sans compter que la zone euro peine à trouver cohérence et stabilité. Le taux de chômage persiste à un niveau élevé (7,8% dans l'UE; 8,7% dans la zone euro) et environ 15% des Européens vivent sous le seuil de pauvreté, selon les données d'Eurostat. D'après la Croix-Rouge, on trouve aujourd'hui des situations de misère comparables à celles qu'on connaissait pendant l'après-guerre. Dans 17 pays de l'UE, les pauvres et les exclus forment au moins un cinquième de la population, le recours aux banques alimentaires a explosé et 26 millions de mineurs sont menacés de précarité, par exemple.

Les partisans les plus enthousiastes de la construction européenne, que leurs détracteurs ont surnommés les «européistes», estiment que la solution à ce marasme réside dans un approfondissement de la construction actuelle, c'est-à-dire un «saut» vers encore plus de fédéralisme néolibéral<sup>1</sup>. Ce serait parce qu'on n'est pas allés assez loin dans le projet libéral et libre-échangiste des «pères fondateurs» que l'UE patine. Ce raisonnement n'est pas sans rappeler celui des dirigeants soviétiques des années 1970 et 1980 qui estimaient que les difficultés économiques de l'URSS s'expliquaient parce qu'on n'avait pas été assez soviétiques! Ce type d'aveuglement idéologique devrait sans doute faire l'objet de recherches scientifiques...

L'UE ne saurait d'autant moins faire l'économie d'une introspection critique qu'elle évolue désormais à rebours du reste de la planète. Ses traités, notamment ceux de Maastricht (1992) et de Lisbonne (2008) l'enferment dans l'idéologie mondialiste et ultralibérale des années 1990 au moment où même le Fonds monétaire international (FMI) s'interroge, allant jusqu'à critiquer l'attitude trop rigide de l'Union envers la Grèce. Les économistes critiques retrouvent droit de cité après des décennies de mise au placard. Le mythe de la «mondialisation heureuse» est derrière nous. Partout dans le monde renaissent des stratégies nationales, avec plus ou moins de succès et de façon plus ou moins autoritaire, comme l'illustrent l'Amérique latine, l'Afrique du Sud et certains pays d'Asie. L'élection de Donald Trump aux États-Unis exprime également cette inflexion avec ses discours sur «l'Amérique d'abord» ou l'appel au renouveau de la «grandeur américaine». Le retour de la Russie et l'affirmation de la Chine s'inscrivent dans cette nouvelle géopolitique qui n'est pas sans rappeler celle du XIX<sup>e</sup> siècle avec des États qui jouent et se déjouent sur la scène internationale. Marquée par son histoire mais aussi par les accords signés après la chute de l'Union soviétique (traité de Maastricht, Pacte de stabilité et de croissance), l'UE, elle, demeure l'un des derniers bastions du libéralisme classique (comme en témoigne le traité sur la stabilité et la gouvernance de 2013, qui limite l'ampleur des déficits que peut faire un État) malgré quelques inflexions dues à la crise financière de 2008. Elle est restée acquise à l'idée d'un nécessaire dépassement des souverainetés nationales, perçues comme intrinsèquement négatives. Notons au passage que cette pensée dominante s'accommode d'une réaffirmation de l'Allemagne qui, en sens inverse de la France qui n'a plus de projet national, est en train de se reconstruire en tant que nation et exprime ses intérêts de manière de moins en moins timide.

C'est dans ce contexte global qu'il faut analyser la décision du Royaume-Uni, exprimée par référendum en juin 2016, de quitter l'UE. La presse dominante y voit un repli nationaliste identitaire, voire xénophobe. On peut cependant aussi y voir un pari historique consistant à prendre acte que la construction européenne se développe à rebours des évolutions politiques et géopolitiques en cours à l'échelle de la planète; sorte de geste de survie d'une nation qui tente de ne pas rater le train de l'histoire. Le déchaînement de réprobation contre Londres est aussi pour l'UE une manière de refuser le reflet peu flatteur que lui tend le miroir du Brexit: celui d'une construction du passé qui préfère se contempler dans un rétroviseur.

## L'Europe à la croisée des chemins

Le bilan de 65 ans de construction européenne se révèle pour le moins mitigé du point de vue des valeurs essentielles: d'une part, les institutions fonctionnent de manière non démocra-

tique, ce qui signifie que les normes qui s'imposent aux 510 millions d'Européens ne sont pas fondamentalement légitimes; d'autre part, le Marché commun a entraîné les États membres dans une spirale de régressions sociales dont on ne voit pas la fin: le chômage et les droits sociaux sont devenus les variables d'ajustement des gouvernements qui se lient les mains dans des traités budgétaires imbibés de préoccupations rigoristes. Des réformes sont proposées, mais elles se heurtent à un écueil insurmontable: le néolibéralisme est devenu le plus petit dénominateur commun unissant les 28 États membres. Les pays d'Europe centrale et orientale ont adhéré à l'Union sur cette base et ont payé le prix fort d'années d'ajustement aux règles du Marché commun. De même, la critique faite à l'Allemagne, qui cumule les excédents commerciaux sans se préoccuper des perturbations qu'ils occasionnent dans le Marché commun, confirme la difficulté à définir un intérêt général européen. *In fine*, chacun raisonne en fonction de ses propres préoccupations. La crise migratoire, abordée en ordre dispersé par les États membres, en est une autre illustration. Au-delà du Marché commun et de quelques pétitions de principe sur les droits humains sans incidence, quelle ambition unit les 28 pays (bientôt 27)? Quel projet? Plus on élargit (on est passé de 6 pays en 1951 à 28 à partir de 2013), plus la réponse est difficile à trouver.

Face à ces défis, les clivages politiques classiques se révèlent inopérants. La gauche comme la droite sont traversées de courants qui pensent des choses diamétralement opposées sur la construction européenne. Pour faire court, on retrouve dans les deux camps des fédéralistes européens et des partisans de la souveraineté nationale, des partisans de l'approfondissement de l'Europe actuelle et des partisans d'une sortie, plus ou moins nette, de l'Union. La compétition électorale en devient difficile à lire car, lorsqu'il s'agit de l'Europe, un électeur de gauche peut se retrouver plus proche d'un candidat de droite que d'un

candidat de gauche si le premier est partisan de l'Union et le second partisan d'une sortie de l'euro! La chose vaut aussi pour l'électeur de droite, mais cette situation se révèle particulièrement problématique à gauche car le fondateur du Parti socialiste, François Mitterrand, qui dirigea la France de 1981 à 1995, a substitué l'idéal européen à l'idéal socialiste<sup>2</sup>. Concrètement, cela revient souvent à accepter des régressions sociales au nom d'une Europe progressiste (démocratique et sociale) toujours promise, mais qu'on ne voit jamais advenir.

L'heure des clarifications approche peut-être. Concernant l'Europe, tout dépend de l'analyse qu'on fait des sources du mal: soit on pense que le projet d'origine est bon mais a mal tourné (notamment à cause de l'ultralibéralisme des années 1980 et 1990), auquel cas il faut tenter de faire revenir la rivière européenne dans son lit originel; soit on pense que le ver était dans le fruit (les traités fondateurs sont intrinsèquement libéraux), auquel cas des solutions radicales s'imposent (sortie de l'euro ou sortie de l'Union). Une chose semble sûre dans tous les cas: les choix, quels qu'ils soient, ne peuvent pas être effectués sans le consentement des peuples. Or, l'UE et ses États membres semblent tentés par des solutions autoritaires comme le montrent le transfert de compétences de plus en plus larges à des organes non élus (Banque centrale et organismes économiques) et le refus de soumettre les traités européens à des référendums dont les verdicts seront respectés. Comment oublier que, comme le stipule la Déclaration universelle des droits de l'Homme, « [l]a volonté du peuple est le fondement de l'autorité des pouvoirs publics »? 🗳

1. Lire A.-C. Robert, « Europe. Droit d'inventaire », *Manière de voir*, n° 129, juin-juillet 2013.

2. Lire André Bellon, *Une nouvelle vassalité*, Paris, Mille et une nuits, 2007.



Alain Reno, *Tous pour un, un contre...*, 2017, technique mixte